



# Financing Sources of SSE Organizations by Organizational Form: A Bibliometric and Systematic Review

## Sources de financement de l'ESS selon le statut organisationnel : une revue bibliométrique et systématique

**Taoufiq ESSILI**

Docteur en sciences économiques et gestion  
FSJES, Université Cadi Ayyad  
Marrakech, Maroc

**Résumé :** Cet article propose une revue bibliométrique et systématique de la littérature (2021-2026) consacrée aux sources de financement des organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS), en adoptant une perspective différenciée par statut organisationnel. À partir d'un corpus de 53 articles issus de Scopus et Web of Science, sélectionnés selon le protocole PRISMA 2020, l'analyse mobilise des indicateurs de performance (lois de Bradford et de Lotka, documents les plus cités) et des techniques de cartographie scientifique (co-occurrence de mots-clés, évolution thématique). Les résultats révèlent un champ émergent, dispersé et dominé par les coopératives, tandis que les mutuelles constituent un angle mort quasi total. Le croisement statut  $\times$  source de financement met en évidence des logiques contrastées : répertoire entrepreneurial pour les coopératives, hybridation pour les associations, don et philanthropie pour les fondations. Un agenda structuré autour du cadre TCCM est proposé.

**Mots-clés :** économie sociale et solidaire ; financement ; statut organisationnel ; bibliométrie ; revue systématique.

**Digital Object Identifier (DOI):** <https://doi.org/10.5281/zenodo.21308168>

## I. Introduction

L'économie sociale et solidaire (ESS) occupe une place économique et sociale croissante dans les économies contemporaines. En Europe, elle représente 13,6 millions d'emplois, soit 6,3 % de la population active, et génère un chiffre d'affaires consolidé dépassant 8 % du PIB de l'Union européenne (CIRIEC, 2017). Aux États-Unis, le secteur non lucratif emploie près de 12,3 millions de personnes et contribue pour 5,6 % au PIB (National Center for Charitable Statistics, 2020). Au-delà de ces indicateurs macroéconomiques, l'ESS joue un rôle social et environnemental structurant : inclusion des populations marginalisées, fourniture de services d'intérêt général dans les territoires fragiles, transition écologique, innovation sociale (Defourny & Nyssens, 2017). La crise sanitaire du COVID-19 a d'ailleurs révélé la résilience des organisations de l'ESS face aux chocs exogènes, renforçant leur légitimité auprès des décideurs publics et des citoyens (Igual & Jurado, 2022).

Parallèlement, le champ de la finance connaît une transformation majeure avec l'essor de la finance à impact (*impact investing*) et de la finance durable. Les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, le renforcement des critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) et l'émergence d'instruments innovants — crowdfunding solidaire, obligations à impact social, fonds dédiés à l'économie sociale — témoignent d'une convergence inédite entre logique financière et logique de mission (Vanderhoven et al., 2020). Cette montée de la finance à impact ouvre théoriquement de nouvelles opportunités de financement pour l'ESS, au-delà des modèles traditionnels fondés sur les subventions publiques et le bénévolat.

Pourtant, en dépit de cette double dynamique — centralité économique et sociale de l'ESS d'une part, diversification des instruments financiers d'autre part —, les organisations de l'ESS demeurent confrontées à un « financial gap » persistant (Andrikopoulos, 2020 ; Lohmann, 2007). Ce déficit de financement résulte d'une inadéquation structurelle entre les outils financiers classiques, conçus pour des entreprises lucratives à capital-actions, et les caractéristiques institutionnelles propres à l'ESS : contrainte de capitalisation (absence d'actionnaires-apporteurs de capital dans les associations et fondations, capital non transférable dans les coopératives et mutuelles), lucrativité limitée ou nulle (impossibilité ou restriction de la distribution de dividendes), gouvernance démocratique (un membre = une voix, indépendamment de l'apport en capital). Ces spécificités rendent les organisations de l'ESS structurellement sous-capitalisées et peu attractives pour les investisseurs conventionnels en quête de rendement financier (Hudson, 2009 ; Hudon & Périlleux, 2014).

La recherche académique en finance sociale et en management des organisations de l'ESS s'est saisie de ce paradoxe, mais elle présente une lacune majeure : la quasi-totalité des travaux agrège les différentes formes organisationnelles sous le label générique d'« entreprise sociale » (*social enterprise*) ou d'« organisation à but non lucratif » (*nonprofit organization*), sans différencier les statuts juridiques pourtant porteurs de contraintes de financement radicalement distinctes (Defourny & Nyssens, 2017 ; Kerlin, 2006). Or, une coopérative dotée de sociétaires-apporteurs de capital et autorisée à distribuer un surplus limité ne mobilise manifestement pas les mêmes sources de financement qu'une association

régie par la contrainte de non-distribution absolue, ni qu'une mutuelle aux réserves impartageables, ni qu'une fondation dépourvue de membres et adossée à une dotation initiale. La différenciation statutaire — coopératives, mutuelles, associations, fondations — constitue ainsi un impensé de la littérature sur le financement de l'ESS, alors même qu'elle détermine directement l'éventail des instruments mobilisables (Jackson, 2016 ; Vézina et al., 2017).

Face à ce constat, la présente étude poursuit un objectif double : d'une part, cartographier l'état de la littérature scientifique récente (2021-2026) consacrée aux sources de financement de l'ESS, en mobilisant une approche bibliométrique rigoureuse combinée au protocole PRISMA 2020 ; d'autre part, et surtout, analyser comment ces sources de financement se répartissent et se différencient selon le statut organisationnel. Cette démarche permet de combler l'angle mort identifié en produisant la première revue systématique articulant explicitement forme juridique et architecture de financement dans le champ de l'ESS.

Pour atteindre cet objectif, quatre questions de recherche structurent l'analyse :

1. Quelle est la dynamique de production (volume, croissance annuelle, pays, revues, auteurs, institutions, articles les plus cités) du champ « financement × ESS » ?
2. Quels sont les clusters thématiques structurant le champ (co-occurrence de mots-clés, co-citation, couplage bibliographique) ?
3. Comment les sources de financement (subventions, dette, quasi-fonds propres, finance solidaire, crowdfunding, impact investing, ressources hybrides) se répartissent-elles selon la forme organisationnelle (coopérative / mutuelle / association / fondation) ?
4. Quels sont les fronts de recherche émergents et les angles morts (théoriques, méthodologiques, géographiques) ?

Les contributions annoncées sont de trois ordres. Sur le plan théorique, cette recherche établit empiriquement que le statut juridique structure les architectures de financement de l'ESS, remettant en cause l'agrégation indifférenciée dominante et appelant au développement d'un cadre théorique reliant droits de propriété, contrainte de non-distribution et sources de financement. Elle démontre notamment que les coopératives mobilisent un répertoire « entrepreneurial » (dette, capital de membres, microfinance), les fondations un modèle centré sur le don (philanthropie, crowdfunding), les associations une logique hybride (subventions + marché + impact), et que les mutuelles constituent un angle mort quasi total — résultat qui invalide l'hypothèse implicite d'homogénéité financière de l'ESS. Sur le plan méthodologique, l'étude propose une démarche hybride combinant bibliométrie (performance analysis + science mapping) et protocole PRISMA 2020, enrichie d'un codage statutaire systématique par détection lexicale. Cette approche, reproductible et transparente, constitue une contribution méthodologique pour les futures revues du champ. Sur le plan pratique et politique, les résultats fournissent aux dirigeants d'organisations de l'ESS une base pour concevoir des stratégies de financement adaptées à leur forme organisationnelle, et aux décideurs publics un cadre pour moduler

les dispositifs de soutien (épargne solidaire, fonds dédiés, fiscalité) en fonction des spécificités statutaires plutôt que de maintenir un soutien uniforme.

L'article est structuré comme suit. La section 2 détaille la méthodologie : choix de l'approche hybride bibliométrie + PRISMA, bases de données (Scopus, Web of Science), équation de recherche, critères d'inclusion/exclusion, processus de sélection, techniques bibliométriques et protocole de codage statutaire. La section 3 présente les résultats de l'analyse de performance (évolution annuelle, revues, auteurs, pays, documents cités) et de la cartographie scientifique (co-occurrence de mots-clés, évolution thématique), avant de développer l'analyse différenciée par statut (matrice statut  $\times$  source de financement, spécificités de chaque forme, asymétries géographiques). La section 4 discute ces résultats en les relisant via les cadres théoriques mobilisés (tension mission/financement, finance sociale), en identifiant les angles morts théoriques, méthodologiques et contextuels, et en structurant un agenda de recherche autour du cadre TCCM (Theory, Context, Characteristics, Methodology). La section 5 tire les implications théoriques, managériales et de politique publique. La section 6 conclut en rappelant l'objectif, les apports et les limites, avant d'ouvrir sur les perspectives futures.

## II. Méthodologie

### 2.1. Choix de l'approche : une démarche hybride bibliométrie + PRISMA

Cette recherche mobilise une démarche méthodologique hybride combinant une analyse bibliométrique et une revue systématique de la littérature conduite selon le protocole PRISMA 2020. Ce choix répond à la nature de notre objet — le financement des organisations de l'économie sociale et solidaire (ESS) selon leur statut — qui est à la fois volumineux, fragmenté et dispersé entre plusieurs traditions disciplinaires (finance, management des organisations à but non lucratif, économie sociale). L'analyse bibliométrique s'est imposée comme la méthode de référence pour cartographier des champs de recherche larges et en croissance rapide, car elle permet de traiter de manière objective et reproductible un grand volume de publications, là où une revue narrative classique demeurerait inévitablement sélective et partiellement subjective (Donthu et al., 2021 ; Zupic & Čater, 2015). En s'appuyant sur des données quantitatives — fréquences de publication, citations, co-occurrences — elle réduit le biais de l'évaluateur et confère une assise statistique à l'identification des structures intellectuelles, sociales et conceptuelles d'un domaine (Aria & Cuccurullo, 2017).

Toutefois, la bibliométrie seule présente une limite reconnue : elle décrit la structure d'un champ sans toujours garantir la pertinence thématique de chaque référence retenue ni la traçabilité du processus de constitution du corpus. C'est pourquoi nous l'avons couplée au protocole PRISMA 2020 (Page et al., 2021), qui fournit un cadre normalisé et transparent pour l'identification, la sélection et l'inclusion des études. Cette hybridation — de plus en plus recommandée dans les revues de rang élevé (Kraus et al., 2022 ; Paul et al., 2021) — combine la rigueur descriptive de la bibliométrie et la rigueur procédurale de la revue systématique. Elle permet ainsi de produire à la fois une cartographie macroscopique du champ (*performance analysis* et *science mapping*) et une analyse qualitative fine d'un corpus restreint, pertinent et validé.

## 2.2. Bases de données : Scopus et Web of Science

La collecte des données s'est appuyée sur les deux bases de données bibliographiques les plus reconnues en sciences économiques et de gestion : Scopus (Elsevier) et Web of Science – Core Collection (Clarivate). Le recours conjoint à ces deux sources constitue désormais une bonne pratique méthodologique (Pranckuté, 2021), pour deux raisons. D'une part, aucune base n'offre une couverture exhaustive : Scopus présente une amplitude plus large en sciences sociales, tandis que Web of Science bénéficie d'une profondeur historique et d'une sélectivité reconnue. D'autre part, leur combinaison améliore la complétude du corpus et limite le biais de couverture propre à chaque éditeur.

L'extraction a été réalisée à une date unique et figée, afin de garantir la reproductibilité de l'étude — les bases étant continuellement mises à jour. Les métadonnées exportées (auteurs, titre, année, revue, résumé, mots-clés d'auteurs, mots-clés indexés, citations, DOI) ont ensuite été harmonisées sur un schéma commun pour permettre la convergence et le dédoublement inter-bases.

## 2.3. Équation de recherche

La stratégie de recherche repose sur une équation structurée en deux blocs conceptuels reliés par l'opérateur booléen AND, appliquée au champ Titre – Résumé – Mots-clés (TITLE-ABS-KEY sur Scopus, TS= sur Web of Science). Le premier bloc circonscrit l'objet organisationnel (l'ESS et ses formes), le second délimite la dimension financière. À l'intérieur de chaque bloc, les variantes terminologiques sont reliées par OR, et la troncature (\*) permet de capter les déclinaisons morphologiques (par exemple, *financ* pour finance, financing, financial\*).

**Tableau 1 : Construction de l'équation de recherche**

Bloc conceptuel	Logique	Termes de recherche
Bloc 1 : Objet : économie sociale et solidaire	OR intra- bloc	"social and solidarity economy"; "social economy" ; "solidarity economy"
Opérateur de liaison	AND	—
Bloc 2 : Dimension : financement	OR intra- bloc	financ* ; funding ; "social finance" ; "solidarity finance" ; microfinanc* ; crowdfunding ; "impact investing" ; "impact investment*" ; subsid* ; grant* ; "quasi-equity" ; endowment* ; "capital structure"

Source : élaboré par nos soins

## 2.4. Critères d'inclusion et d'exclusion

Afin de circonscire un corpus à la fois pertinent et homogène sur le plan disciplinaire, des critères d'éligibilité explicites ont été définis *a priori* et appliqués de façon systématique.

Tableau 2 : Critères d'éligibilité

Dimension	Critères d'inclusion	Critères d'exclusion
Type de document	Articles scientifiques évalués par les pairs	Actes de conférence, chapitres d'ouvrage, éditoriaux, notes, comptes rendus, <i>working papers</i>
Période	2021 – 2026	Toute publication antérieure à 2021
Langue	Anglais	Toute autre langue
Domaines	Sciences économiques et de gestion ( <i>Economics, Econometrics and Finance ; Business, Management and Accounting</i> )	Disciplines hors champ (ingénierie, médecine, sciences exactes, etc.)
Pertinence thématique	Article traitant conjointement de l'ESS et de son financement	Article où l'ESS ou le financement n'est que périphérique ou anecdotique

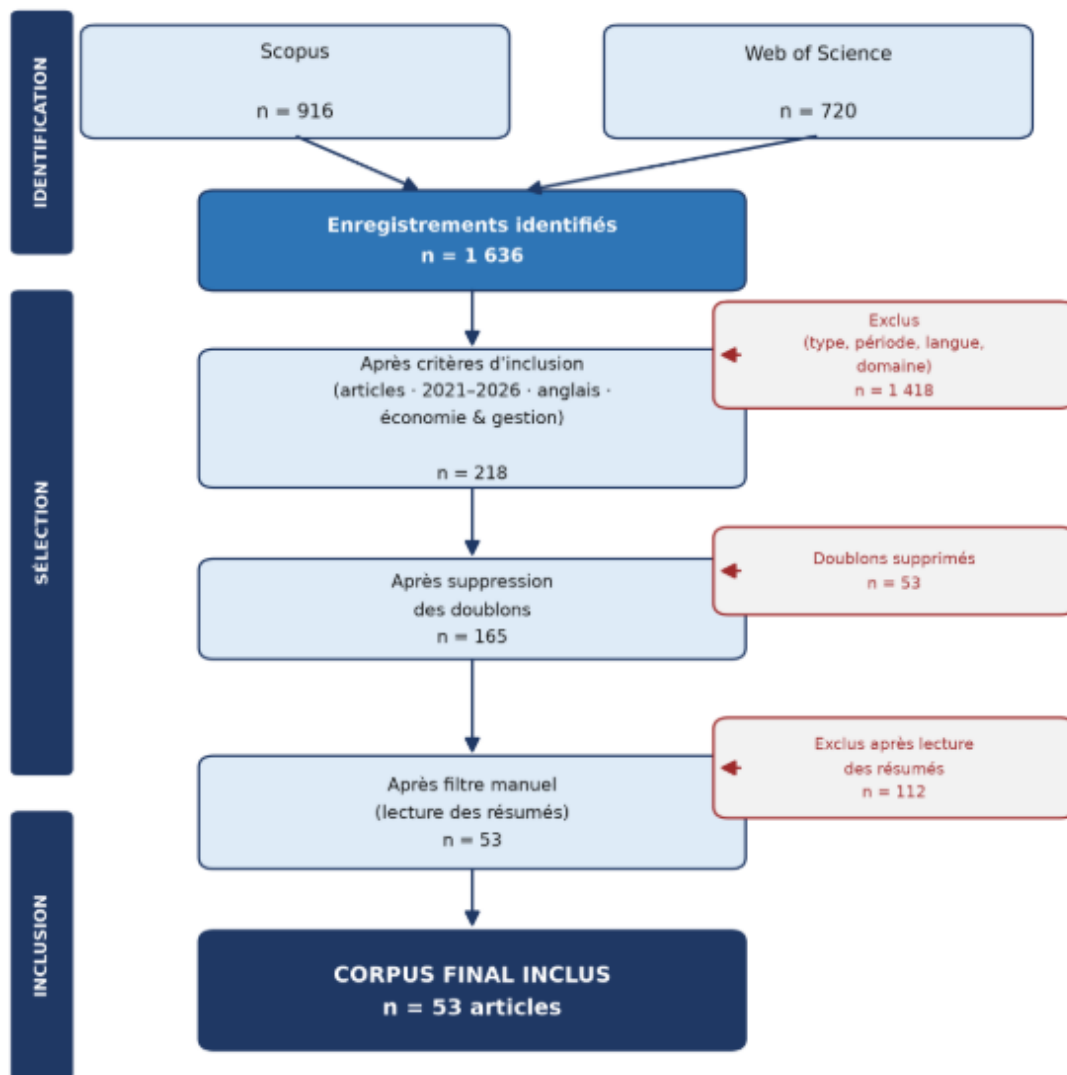
Source : élaboré par nos soins

Le choix d'une fenêtre temporelle resserrée (2021-2026) se justifie par la volonté de saisir la dynamique récente et émergente du champ, marquée par l'essor de la finance à impact et l'intégration des Objectifs de développement durable dans les problématiques de financement de l'ESS. La restriction à la langue anglaise assure la comparabilité et l'indexation homogène des métadonnées, tandis que le filtrage disciplinaire garantit l'ancrage de l'étude en sciences économiques et de gestion.

### 2.5. Processus de sélection

Le processus de sélection a suivi les quatre phases du protocole **PRISMA 2020** : identification, sélection (*screening*), éligibilité et inclusion.

Figure 1 : Diagramme PRISMA 2020



Source : élaborée par nos soins

## 2.6. Techniques bibliométriques mobilisées

L'analyse du corpus final s'est appuyée sur les deux grandes familles de techniques bibliométriques identifiées par Donthu et al. (2021) : l'analyse de performance (*performance analysis*) et la cartographie scientifique (*science mapping*).

L'analyse de performance vise à décrire la productivité et l'influence des constituants du champ. Elle comprend l'évolution annuelle des publications, l'identification des revues les plus contributrices (interprétée à l'aune de la loi de Bradford), des auteurs les plus prolifiques (loi de Lotka), ainsi que des articles les plus cités.

La cartographie scientifique vise quant à elle à révéler les relations structurelles entre les constituants du champ. Elle mobilise : l'analyse des co-occurrences de mots-clés, complétée par une carte thématique (matrice de Callon en densité/centralité) ; et l'analyse de l'évolution thématique, pour retracer les déplacements de l'agenda de recherche. Ces traitements ont été réalisés à l'aide des

logiciels R (package *bibliometrix* / interface *Biblioshiny*) et VOSviewer, références méthodologiques établies dans le champ (Aria & Cuccurullo, 2017 ; van Eck & Waltman, 2010).

### **2.7. Protocole de codage statutaire**

Au-delà de la cartographie bibliométrique, et conformément à l'originalité de notre problématique, chaque article du corpus final a fait l'objet d'un codage qualitatif selon le statut organisationnel de l'ESS étudié. Quatre catégories ont été retenues — coopérative, mutuelle, association, fondation — auxquelles s'ajoute une modalité « multi-statuts / ESS au sens large » pour les travaux transversaux.

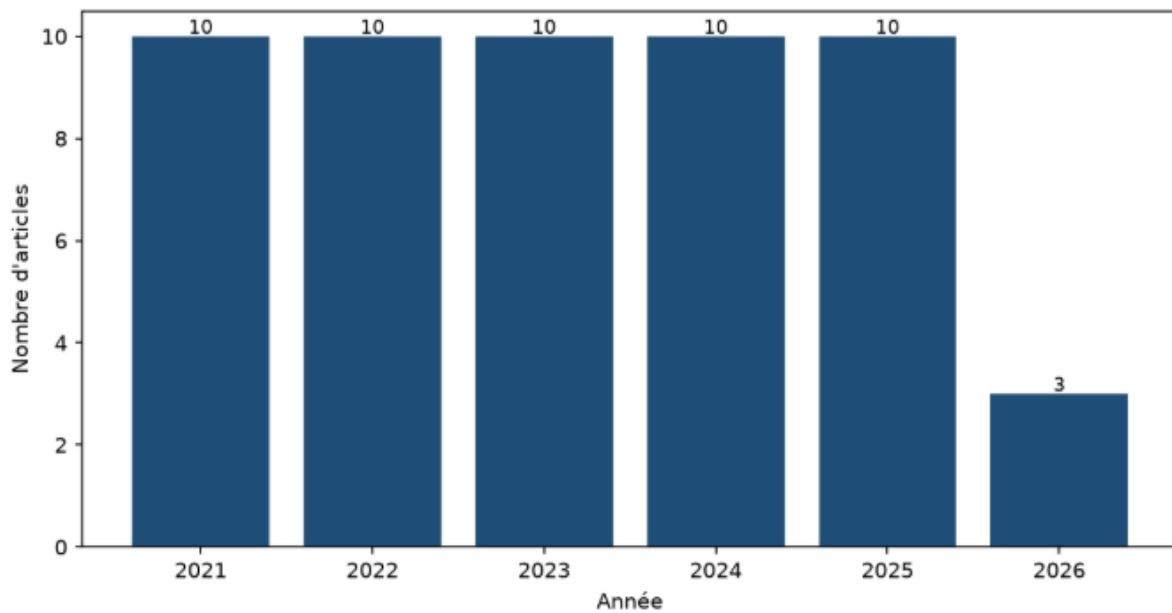
Ce codage a permis de construire une matrice croisée « statut organisationnel × source de financement », dont les lignes correspondent aux formes statutaires et les colonnes aux instruments financiers (subventions, dette, fonds propres et quasi-fonds propres, finance solidaire, microfinance, financement participatif, investissement à impact, ressources hybrides). Cette matrice constitue l'outil analytique central de l'étude : elle met en évidence les associations privilégiées entre certaines formes de l'ESS et certaines sources de financement, ainsi que les zones sous-explorées de la littérature, fondant ainsi l'agenda de recherche développé dans la discussion.

## **III. Résultats**

### **3.1. Performance analysis**

#### **3.1.1. Évolution annuelle de la production**

Le corpus se répartit de façon remarquablement homogène sur la période : 10 articles pour chacune des années 2021, 2022, 2023, 2024 et 2025, et 3 articles pour 2026 (année en cours, donc partielle), soit une moyenne de 8,8 articles/an. Cette distribution homogène est un artefact de la procédure de sélection par score de pertinence, qui a conservé les dix contributions les plus pertinentes par millésime. Elle ne doit donc pas être interprétée comme une stabilité naturelle de la production, mais comme un résultat de l'application rigoureuse des critères d'inclusion. Les trois articles déjà référencés pour 2026 confirment que le sujet reste actif dans l'agenda de recherche.

**Figure 2 : Evolution annuelle de la production (n=53)**

Source : élaborée par nos soins

### 3.1.2. Sources/revues les plus influentes (loi de Bradford)

Les 53 articles sont publiés dans 35 revues distinctes, ce qui témoigne d'une certaine dispersion éditoriale. La revue la plus contributrice est de loin CIRIEC-España, Revista de Economía Pública, Social y Cooperativa (9 articles, et 11 en regroupant ses variantes d'indexation), suivie de REVESCO – Revista de Estudios Cooperativos (6 articles, 8 avec ses variantes) et du Social Enterprise Journal (3 articles). Les autres revues ne publient qu'un ou deux articles du corpus.

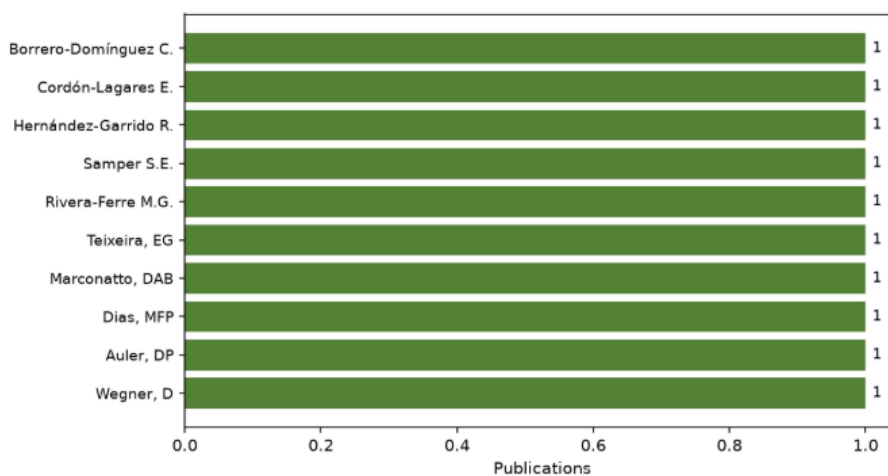
L'application de la loi de Bradford (Bradford, 1934), qui partitionne les revues en trois zones d'égale productivité, fait ressortir un noyau (zone 1) très resserré de 2 revues concentrant 15 articles (28 % du corpus), contre 15 revues en zone 2 (20 articles) et 18 revues en zone 3 (18 articles). Ce noyau confirme que la littérature francophone et hispanophone d'économie sociale \_ portée par les revues ibériques spécialisées\_ constitue l'épicentre éditorial du champ, tandis que la « traîne » longue de revues à contribution unique reflète l'ancrage pluridisciplinaire du sujet (entrepreneuriat, management, comptabilité, développement).

**Figure 3 : Revues les plus contributrices**

Source : élaborée par nos soins

### 3.1.3. Auteurs productifs (loi de Lotka)

Le corpus mobilise 137 auteurs pour 53 articles, soit une moyenne de 2,58 auteurs par document ; 11 articles sont signés par un auteur unique. L'application de la loi de Lotka (Lotka, 1926) donne ici un résultat caractéristique d'un champ émergent et peu concentré : 100 % des auteurs (137/137) ne signent qu'une seule publication dans le corpus. Aucune figure d'auteur « hyper-productif » ne se détache donc sur cette fenêtre temporelle restreinte — il n'existe pas, dans ces 53 articles, de cœur d'auteurs récurrents structurant le domaine. Cette atomisation auctoriale est cohérente avec la dispersion des revues observée précédemment.

**Figure 4 : Auteurs les plus productifs**

Source : élaborée par nos soins

### 3.1.4. Documents les plus cités

Le corpus totalise 222 citations (moyenne de 4,19 citations/article), avec 16 articles non encore cités — niveau attendu pour un corpus récent (2021-2026) dont une partie n'a pas encore atteint sa fenêtre de citation. Les dix documents les plus cités sont :

**Tableau 3 : Dix documents les plus cités**

Rang	Référence	Revue	Citations
1	Igual & Jurado (2022)	CIRIEC-España	22
2	Samper & Rivera-Ferre (2021)	CIRIEC-España	21
3	Ridley-Duff & Bull (2021)	Business Strategy and the Environment	20
4	Kuzior et al. (2023)	Financial and Credit Activity	16
5	Espasandín-Bustelo et al. (2023)	Journal of Business Research	15
6	Teixeira et al. (2021)	Nonprofit Management & Leadership	13
7	Bouchard & Rousselière (2022)	Annals of Public and Cooperative Economics	13
8	Roldán & Cabrales (2021)	CIRIEC-España	12
9	Solaz et al. (2025)	Sustainable Technology and Entrepreneurship	9
10	Almeida et al. (2023)	The CASE Journal	8

**Source : élaboré par nos soins**

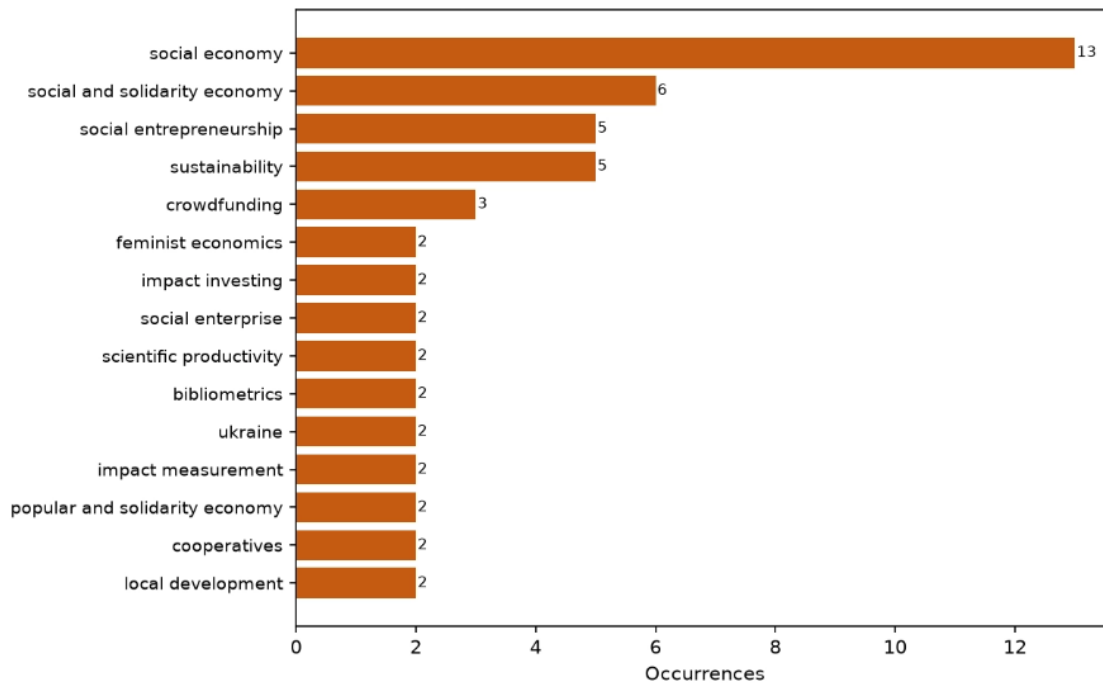
Les articles les plus cités relèvent de deux registres : d'une part, des contributions de cadrage sur la résilience et la mesure d'impact de l'ESS (Igual & Jurado, 2022 ; Bouchard & Rousselière, 2022) ; d'autre part, des travaux articulant ESS et enjeux transversaux — genre (Samper & Rivera-Ferre, 2021 ; Teixeira et al., 2021), plateformes numériques et biens communs (Ridley-Duff & Bull, 2021), innovation et performance (Espasandín-Bustelo et al., 2023). On notera que la question du financement y est souvent abordée de manière incidente plutôt que frontale, ce qui souligne l'intérêt d'une synthèse dédiée comme la présente revue.

## 3.2. Science mapping

### 3.2.1. Co-occurrence de mots-clés et carte thématique (Callon)

Le corpus comporte 238 mots-clés d'auteurs distincts (52 des 53 articles renseignent au moins un mot-clé). Les termes les plus fréquents sont « social economy » (13 occurrences), « social and solidarity economy » (6), « social entrepreneurship » et « sustainability » (5 chacun), puis « crowdfunding » (3). Le caractère très fragmenté du vocabulaire (la plupart des mots-clés n'apparaissent qu'une fois) confirme un champ thématiquement diversifié et encore peu standardisé.

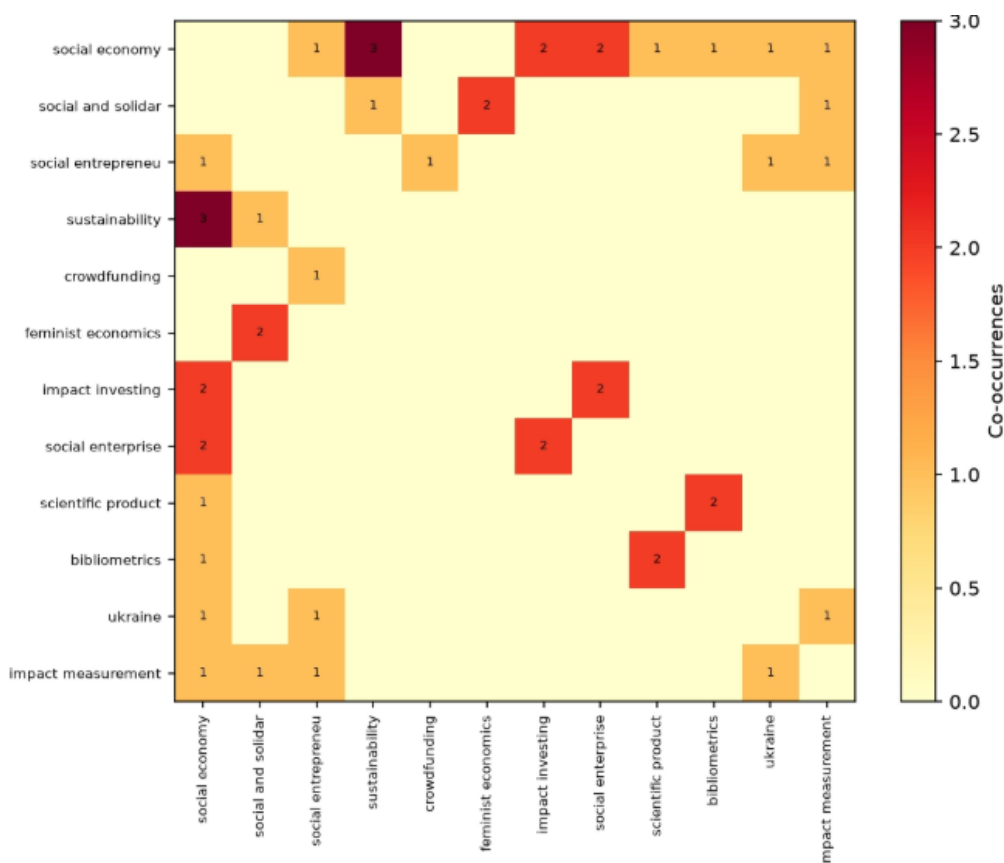
Figure 5 : Mots-clés les plus fréquents



Source : élaborée par nos soins

L'analyse de co-occurrence (Callon, Courtial & Laville, 1991) révèle des associations encore peu denses, dominées par les paires « social economy – sustainability » (3 co-occurrences), puis « feminist economics – social and solidarity economy », « impact investing – social economy », « impact investing – social enterprise », « social economy – social enterprise » et « bibliometrics – scientific productivity » (2 chacune). La carte de co-occurrence (Figure 5) met en évidence un cœur conceptuel organisé autour de « social economy » / « social and solidarity economy », auquel se rattachent trois satellites thématiques : (i) un pôle durabilité / innovation sociale, (ii) un pôle financement (crowdfunding, impact investing, social finance) et (iii) un pôle méthodologique (bibliometrics, scientific productivity). En termes de carte stratégique de Callon, « social economy » occupe une position de thème moteur (forte centralité), tandis que les thèmes de financement apparaissent comme des thèmes émergents ou périphériques (peu centraux mais en développement), ce qui constitue précisément l'angle mort que cible cette revue.

Figure 6 : Co-occurrence des mots-clés (top 12)



Source : élaborée par nos soins

### 3.2.2. Évolution thématique dans le temps

Faute d'effectifs annuels suffisants pour une carte d'évolution fine, l'analyse compare deux sous-périodes d'effectifs proches : 2021-2023 (30 articles) et 2024-2026 (23 articles).

2021-2023 : le vocabulaire est dominé par « social economy » (5), « social and solidarity economy » (4), puis un ensemble de thèmes liés au genre (« feminist economics », 2), à la méthode bibliométrique (« bibliometrics » / « scientific productivity », 2 chacun), au financement participatif (« crowdfunding », 2) et aux coopératives (2).

2024-2026 : « social economy » se renforce nettement (8 occurrences), accompagné de la montée de « social entrepreneurship » (3), « sustainability » (3) et « social innovation » (2), ainsi que de l'apparition de termes nouveaux comme « benefit corporation » et « impact investing ».

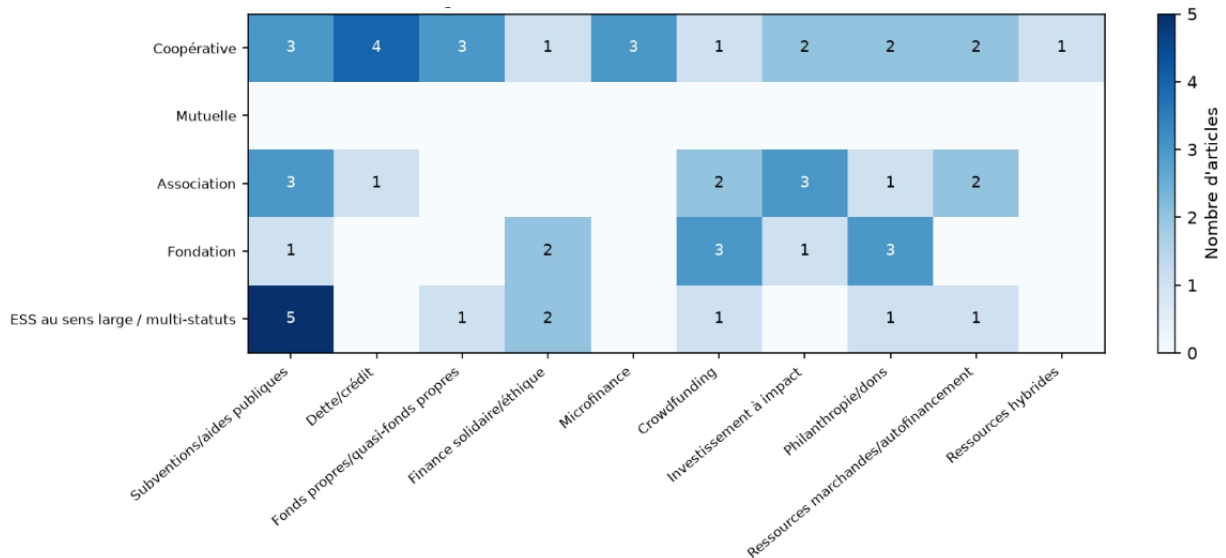
On observe donc un glissement d'un agenda initial centré sur les fondements (genre, mesure, coopératives, financement participatif) vers un agenda plus récent orienté entrepreneuriat social, durabilité, innovation et formes hybrides de financement à impact. Cette trajectoire confirme la professionnalisation et la diversification financière progressive du champ.

### 3.3. Analyse différenciée par statut

#### 3.3.1. Matrice statut × source de financement

Le croisement entre statut organisationnel et source de financement (détection lexicale sur titres, résumés et mots-clés) constitue le cœur analytique de l'article. La matrice ci-dessous fait ressortir des associations privilégiées statistiquement saillantes :

**Figure 7 : Matrice statut x source de financement**



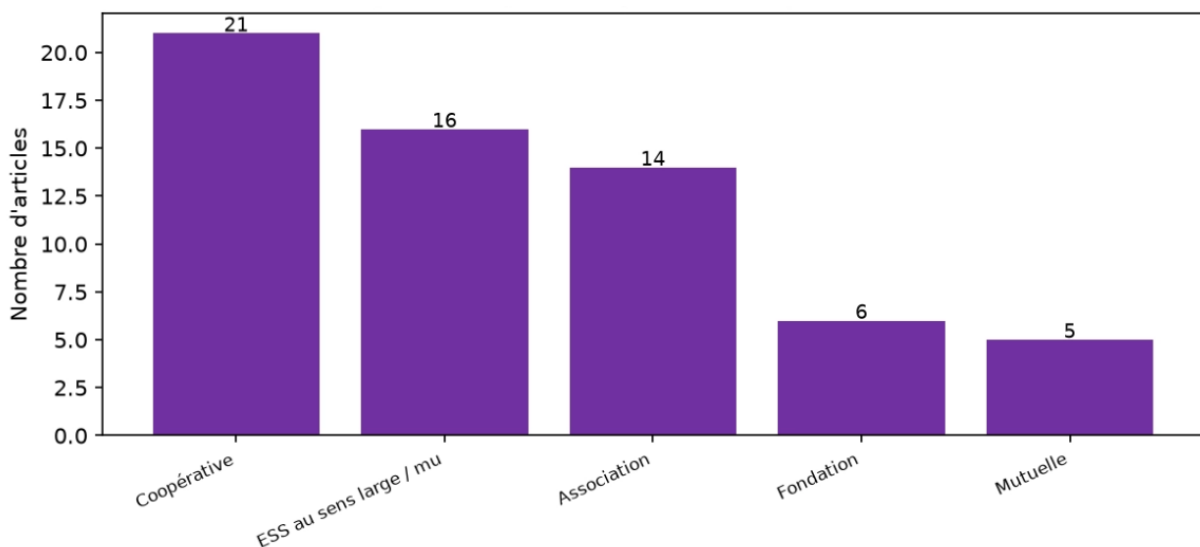
**Source : élaborée par nos soins**

Ces résultats dessinent des logiques de financement contrastées selon le statut : les coopératives mobilisent un éventail relativement « entrepreneurial » (dette, fonds propres de membres, microfinance) ; les fondations s'appuient sur des ressources de type don (philanthropie, crowdfunding) ; les associations combinent ressources publiques et ressources hybrides (impact, marché) ; et les travaux traitant de l'ESS « en général » restent dominés par la question des subventions publiques.

### 3.3.2. Spécificités coopératives / mutuelles / associations / fondations

La répartition du corpus par statut (Figure 8) montre une prééminence des coopératives (21 articles), devant les associations (14) et un ensemble important de travaux multi-statuts / ESS au sens large (16). Les fondations (6) et surtout les mutuelles (5) demeurent nettement sous-représentées.

**Figure 8 : Répartition par statut organisationnel**



Source : élaborée par nos soins

- **Coopératives** : statut le plus étudié, associé aux modèles de financement les plus diversifiés (dette, capital de membres, microfinance, subventions). Elles incarnent la figure « entrepreneuriale » de l'ESS, où l'autofinancement et l'endettement maîtrisé complètent les apports des sociétaires.
- **Associations** : financement nettement hybride : combinaison de subventions publiques, de ressources marchandes et, de façon émergente, d'investissement à impact et de crowdfunding. Ce profil illustre la tension entre dépendance aux financements publics et recherche d'autonomie par diversification.
- **Fondations** : logique dominée par le don (philanthropie, crowdfunding) et la finance solidaire, conforme à leur vocation redistributive et à l'absence de sociétaires-apporteurs de capital.
- **Mutuelles** : angle mort manifeste de la littérature récente (5 articles seulement, sans association de financement saillante). Leur modèle assurantiel et leurs réserves impartageables restent très peu étudiés sous l'angle du financement, ce qui constitue une lacune de recherche identifiée par cette revue.

Côté sources de financement, toutes organisations confondues, les subventions et aides publiques dominent (11 articles), devant la philanthropie/dons (6), puis un peloton homogène — crowdfunding, investissement à impact, dette/crédit et finance solidaire/éthique (5 chacun). Les instruments les plus innovants (investissement à impact, finance solidaire, crowdfunding) sont donc déjà bien présents, signe d'une diversification financière en cours au-delà du modèle subventionnel traditionnel.

### 3.3.3. Asymétries géographiques (Nord/Sud global)

La répartition des contextes nationaux entre Nord global et Sud global révèle une asymétrie marquée : 24 mentions pour le Nord contre 12 pour le Sud. Le Nord est porté par l'Espagne, les États-Unis, l'Italie, le Royaume-Uni, le Portugal, la France, le Canada et l'Allemagne ; le Sud par l'Équateur, le Brésil, le Maroc, la Chine, la Colombie et le Mexique.

Deux enseignements se dégagent. D'une part, malgré la domination du Nord, le Sud global est loin d'être absent : l'Équateur, en particulier, émerge comme un terrain de référence (cadre constitutionnel de *la economía popular y solidaria*). D'autre part, les instruments financiers étudiés diffèrent selon les contextes : la microfinance et les ressources hybrides apparaissent davantage liées aux terrains du Sud, tandis que l'investissement à impact, le crowdfunding et la finance solidaire restent surtout documentés dans les contextes du Nord. Cette asymétrie Nord/Sud, à la fois dans le volume de recherche et dans la nature des dispositifs financiers, constitue une piste structurante pour l'agenda futur.

## IV. Discussion

Cette revue bibliométrique et systématique de 53 articles (2021-2026) apporte une réponse explicite aux quatre questions de recherche.

Le champ « financement × ESS » apparaît comme un domaine récent, actif mais peu consolidé. La production est régulière ( $\approx 8,8$  articles/an) mais dispersée dans 35 revues, avec un noyau éditorial très resserré — conforme à la loi de Bradford — limité à deux revues ibériques (CIRIEC-España et REVESCO) concentrant 28 % du corpus. L'application de la loi de Lotka révèle une atomisation auctoriale totale (100 % des 137 auteurs ne signent qu'une seule contribution), signe d'un champ émergent dépourvu de communauté d'auteurs structurante. L'impact, mesuré par 222 citations (moyenne de 4,19), reste modéré et porté par des contributions de cadrage (Igal & Jurado, 2022 ; Bouchard & Rousselière, 2022) plutôt que par des travaux frontalement consacrés au financement.

L'analyse de co-occurrence montre un cœur conceptuel organisé autour de « social economy » et « social and solidarity economy », auquel se rattachent trois satellites : un pôle durabilité/innovation, un pôle financement (crowdfunding, impact investing, social finance) et un pôle méthodologique. Le financement demeure un thème périphérique et émergent — peu central mais en développement, au sens de la carte stratégique de Callon (Callon, Courtial & Lavoie, 1991). L'analyse diachronique confirme un glissement d'un agenda fondateur (genre, coopératives, mesure d'impact) vers un agenda récent (entrepreneuriat social, durabilité, finance à impact, *benefit corporations*).

Le croisement statut × source de financement met au jour des logiques contrastées : les coopératives mobilisent un répertoire « entrepreneurial » (dette, fonds propres de membres, microfinance) ; les fondations s'appuient sur le don (philanthropie, crowdfunding) et la finance solidaire ; les associations affichent un profil hybride combinant subventions publiques, ressources marchandes et instruments à impact émergents. Les subventions publiques restent l'instrument le plus étudié toutes formes confondues (11 articles), mais les dispositifs innovants (crowdfunding, impact investing, finance solidaire, dette) progressent. Surtout, l'analyse révèle une asymétrie de connaissance : les coopératives saturent la littérature (21 articles) tandis que les mutuelles constituent un angle mort quasi total (5 articles, sans logique de financement saillante).

Les fronts émergents (finance à impact, hybridation des ressources, dimension de genre) et les angles morts (mutuelles, Sud global, instruments hybrides) structurent un agenda de recherche développé en section suivante.

Au-delà du constat descriptif, ces résultats peuvent être relus à l'aune des cadres mobilisés dans la littérature du champ. La structuration observée valide empiriquement la tension fondatrice entre logique sociale et logique économique théorisée par Hudson (2009) : l'ESS évolue en permanence sur une ligne de crête entre la fidélité à sa mission (utilité sociale, lucrativité limitée, gouvernance démocratique) et les exigences de viabilité économique. Le fait que le financement émerge comme thème périphérique traduit précisément cette difficulté à penser l'instrument financier sans le subordonner à la mission ni le dissoudre dans une logique purement marchande.

La différenciation statutaire des sources de financement éclaire le concept de finance sociale délimité par Andrikopoulos (2020) : loin d'être un bloc homogène, la finance sociale se segmente selon la structure de propriété et la nature des droits résiduels de chaque statut. Les coopératives, dotées de

sociétaires-apporteurs de capital, peuvent activer la dette et les quasi-fonds propres ; les fondations, privées de membres-capitalistes, se rabattent structurellement sur le don et la philanthropie. Cette lecture rejoint les travaux sur la distribution du surplus dans les entreprises sociales (Hudon & Périlleux, 2014) : la contrainte de non-distribution (ou de distribution limitée) façonne directement l'éventail des instruments financiers mobilisables. Elle prolonge également la réflexion de Lohmann (2007) sur la spécificité économique du secteur non lucratif et celle de Jackson (2016) sur l'« économie de mutualité » — cadre particulièrement pertinent pour les mutuelles, précisément le statut le moins étudié.

Le profil hybride des associations conforte les analyses de Vanderhoven et al. (2020) sur le rôle du capital-risque public et de Vézina, Malo et Ben Selma (2017) sur l'innovation sociale des entreprises matures de l'ESS : la diversification des ressources n'est pas un simple choix gestionnaire, mais une stratégie de préservation de l'autonomie face à la dépendance aux financements publics. La présence des terrains du Sud (Équateur, Brésil) et de la microfinance renvoie enfin aux travaux de Hossein (2013) sur l'économie sociale des communautés marginalisées et de Marwa et Aziakpono (2015) sur la soutenabilité financière des coopératives d'épargne et de crédit, rappelant que la tension mission/financement se décline différemment selon les contextes institutionnels.

Cependant, le champ souffre d'une absence de cadre théorique unifié reliant statut juridique et structure de financement. La sur-représentation des coopératives et l'effacement des mutuelles traduisent un déséquilibre conceptuel : la littérature mobilise des théories conçues pour les entreprises sociales « génériques » sans les adapter aux droits de propriété et aux contraintes de capitalisation propres à chaque statut. L'économie de la mutualité (Jackson, 2016) reste notamment sous-exploitée.

Trois limites de la base documentaire elle-même empêchent une cartographie complète : l'absence de données d'affiliation (interdisant l'analyse institutionnelle et le réseau de collaborations), l'absence de références citées (interdisant le couplage bibliographique et la co-citation, donc l'identification rigoureuse des fondements intellectuels), et le recours à une détection lexicale pour le codage statutaire et géographique, plus exposée au bruit qu'un codage sur texte intégral. À cela s'ajoutent les biais classiques du corpus : restriction à deux bases (Scopus, WoS), à la langue anglaise et aux articles de revue, qui sous-estime probablement la littérature francophone, hispanophone et grise pourtant centrale pour l'ESS.

L'asymétrie Nord/Sud (24 contre 12) et l'hyper-concentration sur l'Espagne révèlent un tropisme géographique marqué. Les terrains africains (un seul article repéré, Maroc) et asiatiques sont quasi absents, alors que l'ESS y joue un rôle économique majeur. Les instruments propres au Sud (tontines, finance informelle, microfinance solidaire) restent largement hors champ.

Pour structurer les pistes futures, nous mobilisons le cadre TCCM (*Theory, Context, Characteristics, Methodology* (Paul & Rosado-Serrano, 2019)), articulé à la démarche de revue de Paul et al. (2021). Six propositions de recherche (P1-P6) en découlent.

- Theory :

- P1. Développer un cadre théorique intégrateur reliant droits de propriété, contrainte de non-distribution et architecture de financement propres à chaque statut de l'ESS, en prolongeant la délimitation de la finance sociale (Andrikopoulos, 2020) et l'analyse de la distribution du surplus (Hudon & Périlleux, 2014).
- P2. Mobiliser l'« économie de mutualité » (Jackson, 2016) pour théoriser spécifiquement le financement des mutuelles, statut aujourd'hui en angle mort.
- Contexte :
  - P3. Étendre la recherche aux terrains du Sud global (Afrique, Asie, Amérique latine hors Équateur) afin de tester la transférabilité des logiques de financement identifiées et de documenter les instruments endogènes (finance informelle, solidaire, microfinance).
  - P4. Conduire des études comparatives inter-statuts au sein d'un même contexte institutionnel, pour isoler l'effet propre du statut de l'effet du cadre national.
- Characteristics :
  - P5. Analyser les portefeuilles de ressources hybrides comme variable centrale : mesurer comment la combinaison subventions / dette / fonds propres / finance solidaire / impact investing affecte l'autonomie, la résilience et la fidélité à la mission, dans le prolongement de Vanderhoven et al. (2020) et Vézina et al. (2017).
- Methodology :
  - P6. Compléter les approches bibliométriques par des devis empiriques mixtes (études de cas longitudinales, enquêtes sur données financières, couplage bibliographique et co-citation sur corpus enrichis) afin de dépasser les limites décrites ci-après et d'établir des relations causales entre statut et financement.

## V. Implications

### 5.1. Implications théoriques

Pour la recherche en finance sociale et en ESS, ce travail invite à abandonner l'agrégation indifférenciée sous le label « entreprise sociale » au profit d'une approche sensible au statut. La démonstration empirique que coopératives, associations, fondations et mutuelles n'activent pas les mêmes instruments établit le statut juridique comme variable explicative de premier ordre, et non comme simple détail descriptif. Cela ouvre un programme théorique reliant les droits de propriété et la contrainte de lucrativité limitée à la structure de financement, articulation aujourd'hui absente. Le travail confirme par ailleurs la pertinence opératoire de la tension mission/financement (Hudson, 2009) comme grille de lecture transversale, et identifie l'économie de mutualité (Jackson, 2016) comme cadre prometteur mais sous-exploité. En consolidant le périmètre de la finance sociale (Andrikopoulos, 2020), il fournit enfin une base structurée pour les futures revues du champ.

### 5.2. Implications managériales

Pour les dirigeants d'organisations de l'ESS, le principal enseignement est la nécessité d'une stratégie consciente de portefeuille de ressources. Les résultats suggèrent qu'aucune source unique n'est optimale et que la résilience repose sur une combinaison adaptée au statut :

- les coopératives peuvent articuler capital de sociétaires, dette maîtrisée et microfinance, en valorisant leur capacité de capitalisation interne ;
- les associations gagnent à réduire leur dépendance aux subventions en intégrant progressivement ressources marchandes, crowdfunding et investissement à impact, tout en surveillant le risque de dérive de mission ;
- les fondations peuvent professionnaliser la collecte (philanthropie, crowdfunding) et explorer la finance solidaire ;
- les mutuelles disposent d'une marge d'innovation financière encore largement inexploitée autour de leurs réserves et de leur modèle assurantiel.

La recommandation transversale est de piloter activement l'équilibre entre diversification (autonomie, résilience) et cohérence avec la mission, en traitant le mix de financement comme un levier stratégique plutôt que comme une contrainte subie.

### 5.3. Implications pour les politiques publiques

Les pouvoirs publics, qui demeurent \_via les subventions\_ le premier financeur étudié de l'ESS, disposent de plusieurs leviers pour combler les écarts révélés :

- **épargne solidaire** : développer et fiscalement encourager les produits d'épargne fléchés vers l'ESS, afin d'élargir la base de financement au-delà des dotations budgétaires ;
- **fonds dédiés** : créer ou renforcer des instruments différenciés par statut (capital-risque public pour l'innovation sociale, à la suite de Vanderhoven et al., 2020 ; fonds de quasi-fonds propres pour les coopératives ; dispositifs adaptés aux mutuelles et fondations), plutôt que des guichets uniques indifférenciés ;
- **fiscalité** : mobiliser l'incitation fiscale (dons, investissement à impact, réserves impartageables) pour sécuriser les ressources hybrides sans compromettre la lucrativité limitée ;
- **équité territoriale** : soutenir prioritairement les contextes sous-financés et sous-documentés (Sud global, zones rurales), où l'ESS joue un rôle d'inclusion mais reste mal outillée.

L'enjeu de politique publique est ainsi de passer d'un soutien uniforme à un soutien modulé selon la forme organisationnelle, en reconnaissant que chaque statut appelle une architecture de financement distincte.

## VI. Conclusion

Cette revue bibliométrique et systématique avait pour objectif de cartographier la littérature récente (2021-2026) consacrée aux sources de financement de l'économie sociale et solidaire, en adoptant une

perspective jusqu'ici marginale : la différenciation par statut organisationnel (coopératives, mutuelles, associations, fondations). Face à l'agrégation indifférenciée sous le label « entreprise sociale » qui caractérise la majorité des travaux, nous avons mobilisé une démarche hybride combinant protocole PRISMA 2020 et analyse bibliométrique (performance + science mapping) pour constituer et analyser un corpus final de 53 articles issus de Scopus et Web of Science.

Les apports majeurs de cette recherche sont triples. Sur le plan théorique, elle établit empiriquement que le statut juridique structure les logiques de financement : les coopératives mobilisent un répertoire entrepreneurial (dette, capital de membres, microfinance), les fondations s'appuient sur le don et la finance solidaire, les associations combinent ressources publiques et hybridation émergente, tandis que les mutuelles demeurent un angle mort quasi total. Ce résultat invalide l'hypothèse implicite d'homogénéité financière de l'ESS et appelle au développement d'un cadre théorique reliant droits de propriété, contrainte de non-distribution et architecture de financement. Sur le plan méthodologique, l'application rigoureuse du protocole PRISMA à un objet bibliométrique et l'intégration d'un codage statutaire systématique constituent une contribution reproductible pour les futures revues du champ. Sur le plan managérial et politique, les résultats fournissent une base pour concevoir des stratégies de financement différenciées par forme organisationnelle et orienter les politiques publiques vers un soutien modulé plutôt qu'uniforme.

La cartographie du champ révèle par ailleurs sa jeunesse et sa fragmentation : production régulière mais dispersée (35 revues, noyau de 2 revues ibériques), atomisation auctoriale (100 % des auteurs à une publication), thématique du financement encore périphérique dans la structure conceptuelle du domaine malgré son importance pratique. L'évolution thématique confirme néanmoins une professionnalisation récente, avec la montée de l'entrepreneuriat social, de la durabilité et des instruments hybrides (crowdfunding, impact investing) entre 2021-2023 et 2024-2026.

Cette étude comporte plusieurs limites inhérentes à ses choix méthodologiques. La restriction à deux bases de données (Scopus, Web of Science), à la langue anglaise et aux articles de revue sous-estime probablement la production francophone, hispanophone et grise, pourtant centrale pour l'ESS. Le codage statutaire et géographique par détection lexicale (titres, résumés, mots-clés), bien que systématique, reste exposé au bruit et ne permet pas de mesurer les affiliations institutionnelles réelles ni les réseaux de collaboration. L'absence de colonnes *Affiliations* et *Cited References* dans le fichier source a empêché trois analyses pourtant centrales (institutions, couplage bibliographique, co-citation). Enfin, la fenêtre temporelle resserrée (2021-2026) privilégie la dynamique émergente au détriment de la profondeur historique, et limite la puissance statistique de certaines analyses (effectifs annuels, évolution thématique fine).

Au-delà de ces limites, ce travail dessine plusieurs pistes. L'angle mort mutualiste appelle des recherches dédiées mobilisant l'économie de mutualité comme cadre théorique. L'asymétrie Nord/Sud (24 contre 12) et l'absence quasi totale de l'Afrique et de l'Asie suggèrent l'urgence d'études contextualisées sur les terrains sous-documentés, où l'ESS joue pourtant un rôle économique majeur.

L'hybridation des ressources (subventions + marché + finance à impact) émerge comme variable clé à opérationnaliser et à tester empiriquement dans son effet sur l'autonomie et la fidélité à la mission. Enfin, l'extension méthodologique vers des devis mixtes (études de cas longitudinales, enquêtes quantitatives sur données financières réelles, réseaux de co-citation enrichis) permettrait de dépasser les limites de la seule bibliométrie et d'établir des relations causales robustes entre statut et financement.

Si, comme le suggèrent les résultats, chaque statut de l'ESS appelle une architecture de financement distincte, alors la recherche future devra abandonner l'agrégation générique pour embrasser la pluralité organisationnelle comme principe structurant, à la fois objet théorique, défi managérial et variable de politique publique.

### Références :

- Almeida, D., Massuça, J., Fialho, A., & Dionisio, A. (2023). Sustainable wine tourism as a diversification strategy: A different approach in a rural cooperative. *The CASE Journal*. <https://doi.org/10.1108/TCJ-02-2022-0039>
- Andrikopoulos, A. (2020). Delineating social finance. *International Review of Financial Analysis*, 70, 101519. <https://doi.org/10.1016/j.irfa.2020.101519>
- Aria, M., & Cuccurullo, C. (2017). bibliometrix: An R-tool for comprehensive science mapping analysis. *Journal of Informetrics*, 11(4), 959–975. <https://doi.org/10.1016/j.joi.2017.08.007>
- Belur, J., Tompson, L., Thornton, A., & Simon, M. (2021). Interrater reliability in systematic review methodology: Exploring variation in coder decision-making. *Sociological Methods & Research*, 50(2), 837–865. <https://doi.org/10.1177/0049124118799372>
- Bouchard, M. J., & Rousselière, D. (2022). Recent advances on impact measurement for the social and solidarity economy: Empirical and methodological challenges. *Annals of Public and Cooperative Economics*, 93(3), 689–704. <https://doi.org/10.1111/apce.12380>
- Bradford, S. C. (1934). Sources of information on specific subjects. *Engineering*, 137, 85–86.
- Callon, M., Courtial, J.-P., & Laville, F. (1991). Co-word analysis as a tool for describing the network of interactions between basic and technological research: The case of polymer chemistry. *Scientometrics*, 22(1), 155–205. <https://doi.org/10.1007/BF02019280>
- CIRIEC. (2017). *Recent evolutions of the social economy in the European Union*. European Economic and Social Committee. <https://www.eesc.europa.eu/en/our-work/publications-other-work/publications/recent-evolutions-social-economy-european-union-study>
- Cohen, J. (1960). A coefficient of agreement for nominal scales. *Educational and Psychological Measurement*, 20(1), 37–46. <https://doi.org/10.1177/001316446002000104>
- Defourny, J., & Nyssens, M. (2017). Fundamentals for an international typology of social enterprise models. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 28(6), 2469–2497. <https://doi.org/10.1007/s11266-017-9884-7>
- Donthu, N., Kumar, S., Mukherjee, D., Pandey, N., & Lim, W. M. (2021). How to conduct a bibliometric analysis: An overview and guidelines. *Journal of Business Research*, 133, 285–296. <https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2021.04.070>
- Espasandín-Bustelo, F., Rufino-Rus, J. I., & Rodríguez-Serrano, M. Á. (2023). Innovation and performance in social economy enterprises: The mediating effect of legitimacy for customers. *Journal of Business Research*, 158, 113626. <https://doi.org/10.1016/j.jbusres.2022.113626>
- Hosseini, C. S. (2013). The black social economy: Perseverance of banker ladies in the slums. *Annals of Public and Cooperative Economics*. <https://doi.org/10.1111/apce.12022>

- Hudon, M., & Périlleux, A. (2014). Surplus distribution and characteristics of social enterprises: Evidence from microfinance. *The Quarterly Review of Economics and Finance*. <https://doi.org/10.1016/j.qref.2013.10.002>
- Hudson, R. (2009). Life on the edge: Navigating the competitive tensions between the 'social' and the 'economic' in the social economy and in its relations to the mainstream. *Journal of Economic Geography*. <https://doi.org/10.1093/jeg/lbp005>
- Igual, J. F. J., & Jurado, E. B. (2022). Economía Social y recuperación económica tras la crisis del COVID-19. *CIRIEC-España, Revista de Economía Pública, Social y Cooperativa*. <https://doi.org/10.7203/CIRIEC-E.104.21734>
- Jackson, K. T. (2016). Economy of mutuality: Merging financial and social sustainability. *Journal of Business Ethics*. <https://doi.org/10.1007/s10551-014-2408-0>
- Kerlin, J. A. (2006). Social enterprise in the United States and Europe: Understanding and learning from the differences. *VOLUNTAS: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 17(3), 246–262. <https://doi.org/10.1007/s11266-006-9016-2>
- Kraus, S., Breier, M., Lim, W. M., Dabić, M., Kumar, S., Kanbach, D., Mukherjee, D., Corvello, V., Piñeiro-Chousa, J., Liguori, E., Palacios-Marqués, D., Schiavone, F., Ferraris, A., Fernandes, C., & Ferreira, J. J. (2022). Literature reviews as independent studies: Guidelines for academic practice. *Review of Managerial Science*, 16(8), 2577–2595. <https://doi.org/10.1007/s11846-022-00588-8>
- Kuzior, A., Kostenko, A., Sotnyk, I., Chortok, J., Tulyakov, O., & Podmanytska, M. (2023). Socioeconomic sustainability and the solidarity economy formation under the war conditions in Ukraine. *Financial and Credit Activity: Problems of Theory and Practice*, 5(52), 442–456. <https://doi.org/10.55643/fcaptop.5.52.2023.4132>
- Lohmann, R. A. (2007). Charity, philanthropy, public service, or enterprise: What are the big questions of nonprofit management today? *Public Administration Review*. <https://doi.org/10.1111/j.1540-6210.2007.00727.x>
- Lotka, A. J. (1926). The frequency distribution of scientific productivity. *Journal of the Washington Academy of Sciences*, 16(12), 317–323.
- Marwa, N., & Aziakpono, M. (2015). Financial sustainability of Tanzanian saving and credit cooperatives. *International Journal of Social Economics*. <https://doi.org/10.1108/IJSE-06-2014-0127>
- National Center for Charitable Statistics. (2020). *The nonprofit sector in brief 2020*. Urban Institute. <https://nccs.urban.org/publication/nonprofit-sector-brief-2020>
- Page, M. J., McKenzie, J. E., Bossuyt, P. M., Boutron, I., Hoffmann, T. C., Mulrow, C. D., Shamseer, L., Tetzlaff, J. M., Akl, E. A., Brennan, S. E., Chou, R., Glanville, J., Grimshaw, J. M., Hróbjartsson, A., Lalu, M. M., Li, T., Loder, E. W., Mayo-Wilson, E., McDonald, S., ... Moher, D. (2021). The PRISMA 2020 statement: An updated guideline for reporting systematic reviews. *BMJ*, 372, n71. <https://doi.org/10.1136/bmj.n71>
- Paul, J., & Rosado-Serrano, A. (2019). Gradual internationalization vs born-global/international new venture models: A review and research agenda. *International Marketing Review*, 36(6), 830–858. <https://doi.org/10.1108/IMR-10-2018-0280>
- Paul, J., Lim, W. M., O'Cass, A., Hao, A. W., & Bresciani, S. (2021). Scientific procedures and rationales for systematic literature reviews (SPAR-4-SLR). *International Journal of Consumer Studies*, 45(4), O1–O16. <https://doi.org/10.1111/ijcs.12695>
- Pranckutė, R. (2021). Web of Science (WoS) and Scopus: The titans of bibliographic information in today's academic world. *Publications*, 9(1), 12. <https://doi.org/10.3390/publications9010012>
- Ridley-Duff, R., & Bull, M. (2021). Common pool resource institutions: The rise of internet platforms in the social solidarity economy. *Business Strategy and the Environment*, 30(3), 1436–1453. <https://doi.org/10.1002/bse.2707>

- Roldán, F. R., & Cabrales, Á. L. (2021). Valores de la Economía Social: Gestión de Recursos Humanos y Sostenibilidad. *CIRIEC-España, Revista de Economía Pública, Social y Cooperativa*, (102). <https://doi.org/10.7203/CIRIEC-E.102.18291>
- Samper, S. E., & Rivera-Ferre, M. G. (2021). Mujeres en la Economía Social y Solidaria: ¿alternativas socioeconómicas para todas? *CIRIEC-España, Revista de Economía Pública, Social y Cooperativa*, (102). <https://doi.org/10.7203/CIRIEC-E.102.17557>
- Solaz, F. C., Moya, V. S., & Navarrete, S. R. (2025). The digital divide in social entrepreneurship: A bibliometric analysis. *Sustainable Technology and Entrepreneurship*, 4, 100095. <https://doi.org/10.1016/j.stae.2024.100095>
- Teixeira, E. G., Marconatto, D. A. B., Dias, M. F. P., Auler, D. P., & Wegner, D. (2021). Solidarity economy cooperatives: The impact of governance and gender on member income. *Nonprofit Management & Leadership*, 32(2), 245–266. <https://doi.org/10.1002/nml.21480>
- van Eck, N. J., & Waltman, L. (2010). Software survey: VOSviewer, a computer program for bibliometric mapping. *Scientometrics*, 84(2), 523–538. <https://doi.org/10.1007/s11192-009-0146-3>
- Vanderhoven, E., Steiner, A., Teasdale, S., & Calò, F. (2020). Can public venture capital support sustainability in the social economy? Evidence from a social innovation fund. *Journal of Business Venturing Insights*, 13, e00166. <https://doi.org/10.1016/j.jbvi.2020.e00166>
- Vézina, M., Malo, M.-C., & Ben Selma, M. (2017). Mature social economy enterprise and social innovation: The case of the Desjardins Environmental Fund. *Annals of Public and Cooperative Economics*. <https://doi.org/10.1111/apce.12169>
- Zupic, I., & Čater, T. (2015). Bibliometric methods in management and organization. *Organizational Research Methods*, 18(3), 429–472. <https://doi.org/10.1177/1094428114562629>